

# L'ARRANGEMENT

Informatique et Société,  
industrie informatique et économie :  
depuis la fin de l'état de grâce,  
la gauche socialiste n'en finit plus  
de jouer le « conformiste ».

Comme le personnage de Moravia, elle sacrifie son âme sur l'autel de la normalité, pour faire oublier son pseudo-crime de jeunesse : avoir envisagé pendant les premiers mois du septennat une informatique adaptée à un socialisme à la française, dégagé des pesanteurs de la DIT (1) et de la dialectique Est-Ouest.

## Une informatique nommée désir

Dans la foulée des élections présidentielles et législatives de 1981, les socialistes reprennent analyses et programmes rédigés antérieurement : ils font le pari d'un socialisme à la française ayant valeur d'entraînement dans le monde, troublant le face à face Est-Ouest et remettant en cause la DIT. Pour jouer pleinement son rôle, la nouvelle France socialiste doit se doter d'un projet informatique différent de celui des puissances économiques dominantes qui ne fait que préparer une sortie capitaliste de la crise. Pour être crédible, ce projet doit s'appuyer sur un instrument industriel indépendant et efficace parce qu'indépendant (2).

C'est ainsi que dès 1981, la création d'un instrument industriel authentiquement national sera à l'ordre du jour. L'indépendance et la cohérence de cet instrument va se cristalliser autour de trois concepts : nationalisation, coopération sélective.

• **Nationalisation** : la rupture avec les multinationales passe par la nationalisation en février 1982 des frères ennemis de l'électronique française, CGE et Thomson et du nouveau venu dans le secteur de l'informatique, Saint-Gobain, actionnaire principal de CII-HB. Le 21 avril 1982, le dispositif est complété par l'accord CII-HB-Honeywell par lequel, l'actionnaire américain accepte de réduire sa participation au capital de la société française et de perdre ses principales prérogatives d'actionnaire privilégié. Même s'il faut relativiser l'opération (3) la nationalisation de la quasi-totalité des groupes français du secteur marque une volonté de rupture avec la politique antérieure de collaboration avec les multinationales.

• **Filière** : s'appuyant notamment sur les travaux d'Alain Boubil (4), le rapport Farnoux publié en mars 1982 va affirmer la nécessité d'une stratégie de filière pour dynamiser des nationalisations forcément défensives : « La mission recommande aux pouvoirs publics de refuser une politique de créneaux, de construire une filière nationale complète et de lui donner les moyens d'une expression vigoureuse source d'effets d'entraînement tant internes qu'externes ». Au conseil des ministres du 28 juillet 1982, les grandes lignes du rapport sont reprises dans un programme d'action pluri-annuel (PAFE). Le volontarisme politique est à l'ordre du jour : l'autorité politique centrale va orienter les ressources afin de couvrir rationnellement le maximum de terrain.

• **Coopération sélective** : l'industrie informatique française est trop faible pour relever seule le défi d'IBM et des puissances informatiques dominantes. La coopération internationale est considérée comme indispensable par le PAFE, mais elle se fera de préférence avec l'Europe, seule alternative au condominium nippon-américain. Il s'agit de modifier les données de la DIT tout en faisant oublier la désastreuse expérience UNIDATA. D'autre part, les thèses contestables et contestées de Jean-jacques Servan-Schreiber selon lesquelles l'informatique peut permettre à l'économie du Tiers-Monde de décoller en faisant l'impasse de la révolution industrielle sont retenues par la France socialiste qui participera à cette grande œuvre.

Si la volonté politique de créer une industrie nationale de l'informatique ne fait pas de doute pendant les premiers mois du septennat il n'en est pas de même pour l'élaboration d'un véritable projet informatique pour la société française. L'option télématique, symbole de la consommation d'auto-surveillance retenue sous le précédent septennat, n'est pas véritablement remise en cause.

Toutefois le développement de l'annuaire électronique et de Télétel est subordonné aux résultats d'un débat, la carte d'identité informatisée est supprimée. L'installation de micro-ordinateurs dans les écoles est gelée, le CMI est chargé de réfléchir sur les conséquences sociales et culturelles de l'informatisation des sociétés... Ces quelques indices montrent à l'évidence le trouble du nouveau pouvoir devant un projet d'informatisation qui n'est pas le sien ; ils sont insuffisants pour constituer l'avant-garde d'un véritable projet original.

Deux raisons peuvent permettre de comprendre cette carence surprenante compte tenu des ambitions affichées initialement :

— **l'inexistence d'une alternative informatique** : même les milieux spécialisés les plus radicaux semblent démunis lorsqu'il s'agit de dépasser les pratiques d'informatique alternative pour créer une technologie différente débouchant sur un projet de société original ;

— **la pression extérieure** : soumis dès le début du septennat à la pression internationale, le gouvernement socialiste va rapidement se trouver en position de faiblesse dans le rapport de force nationale qui l'oppose à son opposition politique, mais aussi au pouvoir économique et à l'idéologie dominante. Or, le secteur informatique est probablement celui qui exige le consensus national le plus fort pour espérer se dégager d'une contrainte externe exceptionnellement forte.

La situation était donc mûre pour obliger les pouvoirs publics à changer de cap.

## A l'Est d'IBM

La France ne pouvant pas jouer son propre jeu, il faut faire en sorte qu'elle puisse jouer celui des autres au

meilleur niveau : la modernité va l'emporter sur le socialisme. Il faut moderniser la France, c'est-à-dire l'informatiser selon les normes de nos maîtres économiques. **Il ne s'agit plus de produire une offre adaptée à une certaine conception de la société mais de produire une demande conforme à un certain ordre du monde.**

Cette nouvelle orientation s'appuie sur la thèse de deux membres de la mission Filière électronique, J.H. Lorenzi et O. Pastre : le développement de l'électronique et de l'informatique constitue une réponse à la crise en permettant de lutter contre la baisse des gains de productivité, de renouveler la norme de consommation et de transformer une partie du travail improductif en travail productif. La dimension sociale de l'informatisation de la société n'est pas envisagée comme un élément essentiel mais comme une contrainte qu'il faut réduire par le compromis. C'est ainsi qu'à partir du sommet de Versailles du 5 juin 1982, l'opposition du gouvernement à une sortie capitaliste de la crise par le développement de l'informatique et sous la bannière de la DIT se fera de plus en plus discrète. Tout va progressivement être fait pour que la France s'intègre en bon rang dans le marché mondial.

Pour conduire à bien ce processus, il faut doter la France d'un instrument industriel efficace et indépendant, indépendant parce qu'efficace. C'est ainsi que les trois concepts de base définis dans la première période vont être aménagés lorsque la volonté politique d'indépendance, désormais moins indispensable, risque de bloquer l'exigence technique d'efficacité.

**Nationalisation :** la publication début 1983 du Plan d'Entreprise Bull va amener certains observateurs à s'interroger sur la volonté réelle des pouvoirs publics d'utiliser la nationalisation comme instrument de promotion d'une industrie informatique nationale (6). L'organisation interne insiste sur la transparence de la gestion et un contrôle sévère de celle-ci à travers la filialisation ; la stratégie est plus inspirée par une logique de rentabilité que par les exigences de la filière technologique. Aux grands et moyens systèmes plus que jamais clé de voûte de l'indépendance informatique (7), on réserve un simple rôle d'entraînement. par contre l'accent est mis sur le développement de la production de masse commercialisable à grande échelle à travers les réseaux car celle-ci génère une forte valeur ajoutée. La vision commercialiste semble l'emporter sur le projet industriel, le plan s'occupe plus de la cohérence des produits, de leur cohabitation que de leur production.

**Filière :** plus encore que les nationalisations, la filière, symbole des ambitions d'autonomie industrielle des socialistes, va être remise en cause. Au-delà des simples faux pas (Benson, Logabax) la mise en place des stratégies de filières a donné des résultats décevants ; les réorganisations institutionnelles, même pertinentes, ont été génératrices de pertes de temps et d'énergie, les synergies espérées se font attendre, la politique parfois désordonnée de coopération avec les étrangers entame l'homogénéité de la filière. Les plus hauts responsables politiques du secteur reconnaissent aujourd'hui qu'à trop vouloir disperser les efforts, on est condamné à l'échec. « Dans un pays comme la France, nous ne pouvons pas tout faire. Si nous voulons éviter de nous disperser inutilement il faut opérer des choix. (8) Dans un secteur ou les investissements évoluent si vite nous ne pouvons pas tout couvrir immédiatement » (9). Le look filière semble de plus en plus masquer un retour à la bonne vieille politique des créneaux.

**Coopération :** la coopération européenne est toujours la priorité en matière d'industrie électronique/informa-

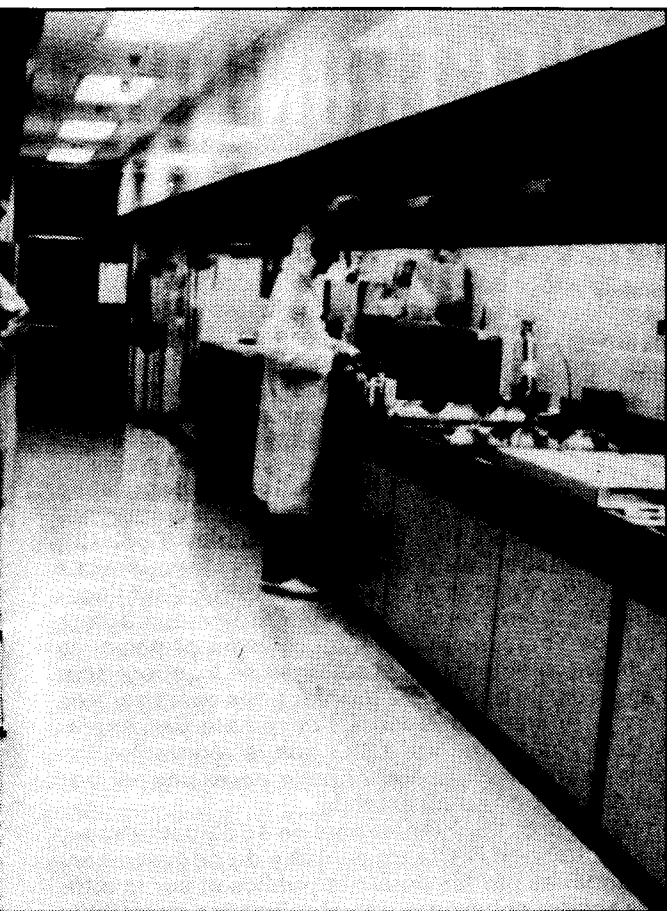


*Du socialisme hexagonal à la modernisation nippono-californienne*

tique mais cette volonté politique aboutit à des accords intéressants plus la recherche et l'avenir (laboratoire commun Bull-ICL-Siemens, programme Esprit, accords de compatibilité, accords sur UNIX incluant ATT) que l'industrie et le court/moyen terme. L'indépendance n'étant plus le critère essentiel de développement du secteur, les accords de coopération avec les industriels et multinationales originaires des puissances informatiques dominantes ne sont plus tabous. C'est ainsi que l'essentiel de la gamme Bull est d'origine américaine (Honeywell, Ridge, Convergent Technology, Trilogy) ou japonaise (NEC) ; dans le secteur des composants, les accords entre entreprises nationalisées françaises et multinationales d'origine américaine ont été reconduits ; dans le domaine de l'électronique grand public, Thomson a signé avec le japonais JVC l'accord que le gouvernement allemand a refusé avec Grundig. Mais l'événement le plus significatif de ces derniers mois est probablement la volte-face de Bull qui en lançant le micro Micral 30 rejoint le club des fabricants de compatibles IBM. Quant aux ambitions tiers-mondistes du CMI, elles semblent avoir été mises en veilleuse depuis le passage du centre sous l'autorité de la DGT, puis du ministère du Plan.

L'indépendance de l'industrie informatique française n'étant plus considérée comme primordiale, il devient logique de considérer que le développement ou même le maintien de celle-ci ne soit plus assuré à n'importe quel prix par les pouvoirs publics. Ainsi pour la Diéti, « jamais le gouvernement ne sacrifiera l'informatisation de la France à l'industrie informatique française car ce serait menacer toute l'industrie française au profit d'un seul secteur » (10).

Que la volonté des pouvoirs publics de créer un véritable instrument industriel indépendant se voit affaiblie depuis quelques mois est tout à fait logique dans la mesure où la promotion d'un nouvel espace informatiue



est totalement abandonnée. La volonté, même vacillante, de la première période de créer un projet informatique original s'est totalement évaporée au profit d'un alignement sans état d'âme sur une informatisation à outrance. Emission TV de popularisation, programme d'équipements des établissements scolaires (250 000 micros dans les écoles primaires), maison de l'informatique, pianotage « Parlons France »... tout est mis en œuvre pour que l'informatique envahisse le foyer, le lieu de travail et le mental de chaque Français.

### Sur les quais de la DIT

En abandonnant le socialisme hexagonal au profit d'une modernisation nippo-californienne, les pouvoirs publics espèrent maintenir la France dans la catégorie des grandes moyennes puissances. Nouveau Prince Salina, François Mitterrand aurait compris qu'il fallait que tout bouge pour que rien ne change et ménager ainsi l'avenir. En effet dans un monde de plus en plus interdépendant aucun projet social original ne pourra s'imposer s'il n'émane pas d'une puissance économique et politique dominante. L'industrie informatique sera un excellent révélateur du degré de réalisation de cette ambition.

En ces temps « d'éclipse de la transcendance » (11), seule la gauche serait capable de transformer cette mutation obligée en projet désiré. Pour l'association des travailleurs à la modernisation (lois Auroux), par la dilution des pressions de l'impératif mondial au niveau local (loi Defferre), par l'encouragement de l'initiative à travers le tiers secteur et un vigoureux keynésianisme culturel, la gauche veut réussir la mutation longtemps retardée par la droite. Pour Jean Chesneaux (12), le

discours humaniste et scientiste de la gauche française peut contribuer à populariser le thème de la modernisation.

C'est ainsi que le premier bilan de la gauche dans le secteur informatique/électronique traduit un certain progrès par rapport à celui du septennat précédent. La politique de concentration des structures a permis la création d'un petit nombre de pôles de taille mondiale dans les secteurs les plus stratégiques ; leur surface permet à ces groupes de participer pleinement à la politique de rapprochement menée par la plupart des grandes entreprises de l'électronique au niveau mondial ; la production nationale du secteur s'est accrue de 8 % l'an en volume (contre 3 % précédemment) ; le déficit du commerce extérieur est passé de 13 à 6 milliards et pour la première fois l'Etat joue loyalement son rôle d'actionnaire des entreprises publiques du secteur. Ces résultats encourageants ne doivent pas faire oublier que les deux objectifs essentiels de la politique sectorielle de l'informatique — développement de l'emploi et reconquête du marché intérieur — sont loin d'être atteints et que l'année 1985 devrait marquer une baisse assez sensible de l'aide financière publique au secteur (13).

Ce premier bilan est toutefois suffisant pour estimer que le maintien de la France dans la catégorie des grandes moyennes puissances est un objectif réaliste même dans ce secteur difficile où l'héritage pèse si lourd (14). Mais affirmer dès aujourd'hui que ces minces progrès permettront à la France de quitter les quais de la DIT pour rejoindre les wagons de tête voire même de jouer le rôle de locomotive relève de la science-fiction. En effet, un obstacle de taille se dresse sur le chemin de la réussite : le socialisme à la française pouvait être un projet, la modernisation n'en est pas encore un. Pour cela, il lui manque une base sociale pour gérer le paradoxe de tout projet « réunir un minimum de consensus dans le corps social sans qu'on puisse espérer qu'il satisfasse les intérêts et les aspirations de tous les groupes sociaux qui composent ce corps » (15).

Si la gauche n'arrive pas à réduire rapidement cette contradiction, l'Arrangement entre les enfants de Jaurès et le Monde la Trilatérale ne sera qu'un clin d'œil de l'Histoire. Un de plus.

**Patrick Mottard**  
La 301 CNRS (Latapes)  
Université de Nice

1) DIT : Division internationale du travail.

2) P. Mottard, "La valse à trois temps", Terminal 19/84 mai 83, p.22.

3) Les nouvelles entreprises publiques (y compris Matra et Dassault) ne représentent que 36 % du secteur informatique et 50 % du secteur électronique. Par ailleurs, IBM-France n'est pas touché.

4) Le socialisme industriel. PUF 1977.

5) Lorenzi, Pastre, Toledano, La crise au XX<sup>e</sup> siècle, Economica, 1980.

6) D. Dufour, P. Mottard, "Bull 1981-1984 nationalisation, filière et emploi" 1984, Etude pour le CE Bull.

7) "Le retour de la grande informatique" Le Monde Spécial SICOB, 10/9/1984, p.5.

8) Hubert Curien, conseil des ministres 21 novembre 1984.

9) Edith Cresson, novembre 1984.

10) Entretien 18 avril 1983.

11) Yves Barel, La société du vide, Seuil 1984, p.108.

12) Jean Chesneaux De la modernité, Maspéro 1984.

13) Le taux de réalisation du Plan d'action de la filière électronique ne cesse de décroître (82 % en 1983, 80 % en 1984.... 68 % en 1985. Le Monde, 7/2/1985.

14) Temps Réel n° 26, janvier 1982, "20 ans de politique informatique", P. Mottard.

15) Yves Barel, op. cit. p.111.